

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19364 - 75ÈME ANNÉE

« Le cauchemar et les souffrances des Chagossiens doivent prendre fin »

Il apparaît évident que les deux dates du 25 février 2019 et du 22 mai 2019 ouvrent un espace nouveau au développement et à l'extension de la lutte des Chagossiens pour retourner s'installer aux Chagos. Rappel : le 25 février, la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye actait que la Grande Bretagne est appelée à mettre fin à l'administration de l'archipel dans les plus brefs délais, à restaurer l'autorité mauricienne sur les Chagos aussitôt que possible et à permettre le retour dans leurs îles des Chagossiens. Le 22 mai, la résolution de l'assemblée générale de l'ONU validait à une écrasante majorité cet Avis de la CIJ et mettait en œuvre son application, donnant un délai de 6 mois à la Grande-Bretagne pour régulariser la situation quant à la souveraineté de Maurice sur l'archipel et pour enfin ouvrir la porte au retour des Chagossiens.

Ces deux événements ont fait de la cause chagossienne un combat international pour la Justice et le respect des Droits humains. La pression sur la Grande-Bretagne se renforce de jour en jour, les voix qui s'élèvent résonnent avec de plus en plus d'autorité, comme l'atteste en particulier le pape François qui disait le 11 septembre dernier, dans l'avion le ramenant d'Antanarivo à Rome : « Lorsque nous reconnaissons les organisations internationales ainsi que leur capacité à donner un jugement, par exemple, le tribunal international de la Haye ou les Nations unies, notre devoir est

d'obéir lorsqu'elles rendent leur jugement ». Rappelons que loin d'être un différend entre deux Etats (en l'occurrence le Royaume-Uni et Maurice), le « dossier chagossien » relève d'une violation du droit international et qu'il a été défendu à La Haye par un grand nombre de pays, dont collectivement ceux de l'Union africaine. Ce qui est en train de se renforcer en parallèle, c'est la pression qui s'exerce de l'intérieur en Grande-Bretagne, comme si l'opinion publique saisissait de mieux en mieux le caractère révoltant et scandaleux (le « caractère obscène » disent certains intervenants) de l'aveuglement féroce de leur gouvernement. Un signe qui ne trompe pas, par exemple, c'est le revirement opéré par la Haute Cour de Londres face à l'appel interjeté par les Chagossiens contre le refus des autorités britanniques de leur permettre de retourner dans leurs îles natales. Le 8 février dernier, c'était un « non » brutal et arrogant. Le 16 juillet, l'autorisation a été accordée par la cour d'appel. Olivier Bancoult et les Chagossiens peuvent désormais faire appel du jugement de la Haute Cour de Londres. Entre ces deux dates, l'Avis de la Cour internationale de Justice est passé par là, ouvrant la voie à un nouveau combat judiciaire.

Un discours qui a frappé les esprits

Le fait le plus récent illustrant cette montée des prises de conscience a été l'invitation adressée à Olivier Bancoult par le leader

de l'opposition britannique, Jeremy Corbyn, pour qu'il prenne la parole lors de la conférence nationale du Parti travailliste britannique, le mardi 24 septembre, à Brighton en Angleterre.

Le discours d'Olivier Bancoult a frappé les esprits. Après avoir fait l'historique de l'excision de l'archipel du territoire mauricien, en 1965, des actions illégales pour lesquelles le gouvernement britannique est condamné par la Cour de la Haye, il a évoqué avec force les souffrances des Chagossiens. « Nous avons été déracinés, nos chiens gazés, des familles détruites d'une façon inhumaine par une nation qui se dit le champion des droits humains. Nous vivions des vies simples et heureuses sur nos îles ». Il a ensuite évoqué les difficultés financières que rencontrent toujours les natifs ou descendants des Chagos. Il a remercié Jeremy Corbyn pour le soutien indéfectible du Labour Party britannique à la lutte chagossienne. « Le calvaire de tout un peuple a commencé avec un gouvernement anglais travailliste. Je suis confiant que le prochain gouvernement avec Jeremy Corbyn comme Premier ministre s'assurera que nous ayons un droit de retour et que nous soyons dûment compensés pour ces années de souffrance », a conclu Olivier Bancoult, sous les applaudissements de l'immense salle de la conférence des travaillistes.

**Georges Gauvin, président
du C.S.C.R.**

Alain Dreneau, secrétaire

Elie Hoarau : à nous d'écrire notre histoire !

“A nous d'écrire notre histoire !” Tel est le message principal lancé par Elie Hoarau, pour comprendre l'existence du Parti Communiste Réunionnais. Il a délivré la potion magique pour y arriver : “se rassembler pour faire un projet” ! Le public présent était à la mesure de l'évènement. Après son 3e exposé sur le sujet, le discours est bien rôdé.

Le compte rendu suivant puisera de larges extraits de l'article de M.M paru dans Témoignages du 31 août au lendemain de la conférence de St Denis. Nous l'avons découpé en 4 parties et ajouté une conclusion.

1-la prise de conscience de l'existence d'un peuple.

Sur 370 ans d'histoire, La Réunion a été sous le joug de régime qui sont reconnus en tant que crime contre l'humanité, l'esclavage, ou qui ne manqueront pas de l'être un jour : le colonialisme et l'engagisme. En visite en Algérie, Macron a dit que le colonialisme est un crime contre l'Humanité.

Ces régimes se caractérisait par des violences physiques, viols subis par les femmes, droit de vie et de mort d'un esclavagiste sur un être humain qu'il a acheté, par des violences morales dont la plus grande était celle de considérer un humain comme un meuble. Les femmes étaient les êtres les plus opprimés, alors que ce sont les mamans de tous les Réunionnais. Ceci a nourrit un complexe d'infériorité du Réunionnais qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui. Dans ce contexte, la création du PCR marqua un tournant. Pour la première fois, les Réunionnais entendaient

le message suivant : « vous n'êtes pas rien, nous sommes un peuple réunionnais et nous en sommes fiers », disait en substance Paul Vergès, notamment dans Sucre Amer réalisé en 1963.

2-la prise de conscience que la crise sociale menace l'unité du peuple.

Il y avait des communistes avant la création du PCR. Ils ont beaucoup apporté à l'amélioration des conditions de vie de la population. Mais, avec la création du PCR, « un nouveau champ s'ouvrait pour les communistes ». Aux côtés des luttes pour le progrès social sont apparus de nouveaux combats : pour la reconnaissance de l'identité réunionnaise, pour la liberté d'expression et pour le droit de pratiquer sa religion, notamment. Ces combats ont donné des résultats, comme le respect du droit de vote.

« Sur le plan culturel, la victoire la plus emblématique est la reconnaissance de la musique des plus opprimés, apportée par les esclaves, le maloya, en tant que patrimoine de l'humanité par l'UNESCO. D'autres luttes restent à mener, notamment pour donner toute sa place à la langue créole, langue maternelle des Réunionnais, dans notre société. Elie Hoarau note que sur ce point, le plus grave, ce sont les parents qui refusent que leurs enfants apprennent le créole à l'école.

Au niveau social, Elie Hoarau note des avancées, mais souligne que la moitié de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, un tiers des jeunes quittent l'école sans diplôme, le manque de logement est criant... « nous sommes loin du compte, le combat doit se pour-

suivre pour la défense de l'unité réunionnaise ». Une unité mise à mal par la crise sociale qui favorise le repli sur soi et la recherche de boucs-émissaires.

3-la prise de conscience que nous ne nous en sortirons que par nous-mêmes

Régler cette crise suppose une action politique. Pour le PCR, un peuple doit être maître de son destin, c'est le mot d'ordre d'autonomie prôné dès 1959 par le PCR. Car « on ne peut pas déléguer à d'autres nos responsabilités, cela ne peut plus durer ». C'est ce que rappelle l'exemple de la COI, où La Réunion a été rayée de la carte, remplacée par la France.

Elie Hoarau rappelle également que de nombreuses lois sur l'outre-mer ont été votée à Paris, elles n'ont pas permis d'améliorer la situation.

Le président du PCR estime que l'annonce d'une réforme institutionnelle est le moment de faire avancer des propositions pour que La Réunion puisse notamment avoir des outils pour assurer son insertion dans sa région. Il plaide pour que soit convoquée une Conférence territoriale élargie, regroupant les institutions et les forces vives. Sa tâche serait d'élaborer un projet réunionnais, base de la discussions avec le gouvernement. La venue annoncée prochaine du président de la République en septembre accélère le calendrier.

« N'importons pas les divisions, c'est quand on est d'accord que l'on fait avancer les choses », poursuit Elie Hoarau qui rappelle qu'un grand rassemblement, le CRADS, mit fin au régime colonial. D'où « la nécessité de se rassem-

bler et de faire un projet ».

4-la nécessité de prendre notre place dans le monde.

« Dès sa création, le PCR a soutenu les mouvements de libération. En Algérie, Jacques Vergès est un héros national, au Vietnam, Ho-Chi-Minh a accueilli une délégation du PCR pour remercier le parti réunionnais de sa solidarité. Le PCR était aussi aux côtés de l'ANC dans la lutte contre l'apartheid. C'est pourquoi le seul parti étranger invité au dernier congrès de l'ANC était le PCR. Le PCR manifeste aussi sa solidarité avec Madagascar et avec le peuple Chagossien qui lutte pour retourner vivre aux Chagos. Le PCR est le premier à avoir lancé l'alerte sur le climat, rappelle Elie Hoarau.

« Plus de 800 millions de personnes ont faim chaque jour, on ne peut tolérer cela, c'est la

conséquence d'un mode de production et de consommation ». Le président du PCR préconise en substance d'aller vers une nouvelle civilisation, avec une nouvelle organisation internationale ayant comme priorité la défense du bien commun.

« Plus que jamais, le communiste réunionnais a son mot à dire. Plus que jamais le communiste réunionnais a un projet de société, dont le but est exprimé dans cette citation de Karl Marx : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

5-En guise de conclusion.

Au bout de 60 ans d'existence, de lutte et d'étude, ici comme ailleurs, le monde a changé et la connaissance a évolué. L'existence d'un monde global (interconnecté) a conduit à la prise de conscience d'une communauté de destin de l'Humanité. C'est pour croiser son

regard sur la période écoulée et se projeter dans l'avenir que le PCR organise justement un séminaire international dans un mois. Plusieurs invités extérieurs sont attendus et seront curieux d'échanger sur les réflexions et les pratiques des Communistes Réunionnais.

Correspondant

In kozman pou la rout

« Lo kèr na son rézon, la rézon i koné pa ! »

Médam, mésyé, la sosyété koz sanm moin sé koz avèk in kouyon-sé o pyé d'lo mur k'i oi lo mason . Néna in tan dan la vi la plipar rant nou i pansh toultan koté lo kèr, é konmsa, solon nou, nou lé fidèl avèk nou mèm. A ! lo kèr ? Banna i donn aou tout kalité-in pé i diré tout vèrtu. Lo kèr sé la fidèlité pou bann prinsip . Kèr avèk kouraj i diré sa dè zafèr i marsh ansanm. Suiv out kèr épi demoun lé paré pou pardone in ta zafèr . Lo kèr lé sho é la rézon lé fré-froi si zot i vé !. i di pa kan ou i tyé d'moun par amour sa i done aou lo droi pou an avoir bann sirkonsyans atényant. Mé tousa la sé pou fé konprann anou lé shoz lé pa si fasil ké sa dan la vi épi dann l'aksyon. Kan ou néna in désizyon pou prann, zot i pans pa bann zomkonm fanm - laksyon néna souvan dé foi zot tête pou kasé pou fé bien antansyon dsi in mouvman zot l'aprè améné ? San sa pou in mouvman zot i v améné. Sé lo kèr k'i gide azot ? Sansa sé la rézon ? Sansa lo dé an mèm tan kan inn é l'ot i desid parèye. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

L'antèrman Jacques Chirac, dann Paris : lo bon, lo moins bon, épi lo mové ! A boir épi a manzé.-promyé morso

Zordi, dann La Frans la-ba i antèr Jacques Chirac ansien prézidan é d'après sak moin la konète, d'après sak moin la antann épi sak moin la lir si i desid fé in bilan l'aksyon prézidan-la, i pé dir l'avé lo bon, lo moin bon épi lo mové. La pa dann mon manyèr respèkt lo prinsip ipokrite nout sosyété kan è i transform an bon moun tout bann moun la fine pass l'ot koté la vi, kan zot i pass l'ot koté la vi. Donk la pa dann mon zidé anparl solman lo bon épi mète dé koté sak lété mové.

Konm provèrb fransé i di : l'avé, dann son program, pou boir é pou manzé, in mélanz la vièye Frans radikal avèk la vièye Frans réaksyonèr. Donk forséman néna dé shoz li la fé i pé fé plézir, é d'ot sizé k'i fash : i fo pa pass sou silans kan la tyé d'moun laba dann la grote Ouvéa dann péi Kanaki. Mi antan ankor kan li la di an parlann Paul Vergès, néna zadvèrsèr épi néna zènmi é li la klass nout kamarad épi nout parti dann klan son zènmi é sanm pou moin dann la boush in om d'éta avèk lo pou voir li néna i fo pa pran sa konm in plézantri...

Mi souvien ankor kan li té i parl bann zémigré avèk sépa konbien fanm épi sépa konbien zanfàn avèk lo brui épi l'odèr. I pé pa non pli mète sa dann ran profizé pèrt lo sinkant dé kou d'éta-pa tout dann tan chirac té prézidan - épi lo bann prézidan tyé dann bann péi l'afrik é ziska péi komor... pou in bann rézon moin la fine gingn lokazyon ékri.

La pankor fini

Justin